

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen

FRANCE

Les antifascistes devant la justice

Le procès en appel des "7 de Briançon" s'est déroulé le 27 mai 2021 devant la cour d'appel de Grenoble. Pour rappel, en décembre 2018, cinq des militant·es, jeunes pour la plupart, avaient été condamné·es en première instance par le tribunal correctionnel de Gap à 6 mois de prison avec sursis, et deux d'entre eux à 12 mois, dont 4 ferme.

En avril 2018, les prévenu·es avaient pris part à une manifestation transfrontalière antifasciste dans les Alpes italo-françaises, lors de laquelle elles auraient, selon l'acte d'accusation, fait entrer clandestinement des migrant·es en France. Elles ont donc été condamnées aux peines susmentionnées pour "aide et complicité de franchissement illégal de la frontière par des étranger·es". Toutes ont fait appel de cette sentence. Ce n'est que maintenant, deux ans et demi plus tard, que se tient le procès en deuxième instance.

En ce 27 mai 2021, une foule hétéroclite d'environ 300 personnes solidaires attend devant le palais de justice de Grenoble les deux Suisses Theo Buckmaster et Bastien Stauffer, les Français Lisa Malapart, Mathieu Burellier, Benoît Ducos et Jean-Luc Jalmain, ainsi que l'Italienne Eleonora Laterza, qui ne comparait pas mais est représentée par son avocat.

En raison de la pandémie de COVID-19, le public dans la salle d'audience est limité à 30 personnes, sans compter les représentant·es des médias. C'est donc armé de sa carte de presse que je peux assister au procès et suivre les événements de près. Compte tenu de l'obligation de porter un masque,

il est parfois difficile de comprendre parfaitement les interventions, bien que la présidente du tribunal fasse preuve d'indulgence et permette à plusieurs reprises aux orateur/trices de baisser leur masque sous le menton ou de le laisser pendre sur une oreille.

Sinistre et menaçante

Alors que les accusé·es sont appelé·es les un·es après les autres à répondre aux accusations et aux questions de la cour, toutes décrivent l'atmosphère sinistre et menaçante qui régnait dans les Alpes françaises le 21 avril 2018. Ce jour-là, une centaine de militant·es en uniforme bleu de l'organisation d'extrême droite "Génération identitaire", originaires de différents pays d'Europe, ont organisé une fermeture de frontière médiatisée au col de l'Echelle, à la frontière franco-italienne, contre les migrant·es qui utilisent cette

route ces dernières années pour tenter de passer en France depuis l'Italie. Suite à cette opération médiatique, les néo fascistes sont resté·es dans la région pendant des jours, voire des semaines. Elles avaient élu domicile dans un hôtel près de la ville frontalière française de Briançon et se sont montré·es aussi bien dans la ville que dans les montagnes environnantes. Le jour de leur action au Col de l'Echelle, plusieurs Range-Rovers blanches leur appartenant ont été repérées, se rapprochant des centres d'accueil mis en place pour les réfugié·es qui, ayant fait le difficile voyage à travers les Alpes, ont trouvé ici un peu de repos. Les prévenu·es déclarent à l'unanimité qu'elles avaient à ce moment-là de fortes raisons de croire que les Identitaires se préparaient à attaquer les lieux de refuge. Elles ont donc barricadé portes et fenêtres et organisé des veilles de nuit – tant du côté français que du côté italien. Il a été décidé de ne pas chercher la confrontation directe avec les extrémistes de droite, mais plutôt de protéger les réfugié·es et de participer le lendemain, 22 avril 2018, à une manifestation qui partirait du village de Clavière en Italie pour rejoindre Briançon en France en passant par le Col de Montgenèvre. Il s'agissait d'envoyer un signal clair contre la présence des Identitaires dans la région. Deux cents personnes environ se sont mises en route pour cette marche, dont

l'idée est née spontanément face à l'urgence de la situation.

Le procès auquel j'assiste actuellement à Grenoble prend la même tournure que le procès en première instance de 2018². Le procureur général et la présidente du tribunal tentent d'acculer les prévenue·s, les accusant d'avoir été les cerveaux de cette action et d'avoir délibérément aidé des migrant·es illégaux à traverser la frontière.

Noir = illégal?

A la question de savoir si les accusé·es n'avaient pas remarqué que des étranger·es défilaient avec elleux, le Suisse Theo Buckmas-

ter a répondu par une contre-question: le tribunal voulait-il parler d'étranger·es comme lui? Le procureur général est embarrassé et peine à trouver ses mots. La présidente intervient: "Parlons donc des personnes d'origine africaine à la peau noire et qui sont généralement en situation irrégulière".



Le monde de la justice, caricature de Daumier (1808-1879)

gulière." Alors qu'un murmure et un hochement de tête parcourent l'assemblée clairsemée, la juge menace de faire évacuer la salle d'audience. Un avocat lui fait remarquer que la déclaration selon laquelle les personnes à la peau noire ont tendance à être illégales est raciste et donc punissable. "Quand je vais à une manifestation, je ne vérifie pas l'identité des personnes qui m'accompagnent", répond Théo. De son côté, Lisa Malapart se plaint dans sa déclaration que toute cette procédure n'est qu'un gaspillage d'argent, elle est en colère face à l'inaction de l'Etat contre les néo fascistes: pas un seul policier n'a été déployé pour assurer la protection des réfugiés, note Benoît Ducos. Jean-Luc Dalmain parle même de complicité entre les Identitaires et la police des frontières. En outre, les extrémistes de droite sont restés dans la région plusieurs semaines après leur coup médiatique; ils ont menacé les migrant·es et leurs soutiens et les ont traqués afin de les remettre aux gardes-frontières. Comment cela a-t-il pu se produire sans rencontrer d'opposition? Le procès de Grenoble soulève à nouveau ces questions.

Acquittés mais interdits

Si les "7 de Briançon" ont été rapidement traduits en justice en 2018, le procès contre les Identitaires en revanche a lui pris plus de temps. Ce n'est que suite à de fortes protestations que le procureur de la République de Gap s'est décidé à engager des poursuites: en août 2019 trois hommes ont été condamnés à des peines de prison ferme. L'organisation,

elle, a été condamnée à une lourde amende. Selon le tribunal, les militants d'extrême droite ont créé une confusion quant à l'exercice d'une fonction publique en agissant de manière similaire à des acteurs étatiques (notamment des agents de la police des frontières). Ce faisant, ils ont gravement porté atteinte à l'ordre public². Cette légitime condamnation a toutefois été annulée le 16 décembre 2020 par cette même Cour d'appel de Grenoble devant laquelle les antifascistes doivent aujourd'hui répondre. Les extrémistes de droite ont été pleinement acquittés et ont pu ainsi se réjouir de nouvelles actions, qu'ils ont immédiatement menées: le 19 janvier 2021, illes ont à nouveau organisé une fermeture de frontière de type commando, cette fois au Col de Portillon, à la frontière franco-espagnole.

Cette action a finalement conduit le ministre français de l'Intérieur, Gérald Darmanin, à exiger la dissolution du mouvement d'extrême droite le 26 janvier 2021. Le 3 mars 2021, "Génération identitaire" (GI) a été dissoute par un décret du Conseil des ministres indiquant que "cette organisation et certains de ses militants doivent être considérés tenant un discours de haine incitant à la discrimination ou à la violence à l'égard des individus en raison de leur origine, de leur race et de leur religion" et que l'organisation, "par sa forme et son organisation militaires", s'apparentait à une "milice privée".³

Un objectif: intimider

Le tribunal de Grenoble, qui à l'époque avait renvoyé les néo fascistes dans la nature,

devrait maintenant être rongé par la culpabilité et rendre hommage aux antifascistes, les "7 de Briançon", pour avoir tenu tête à ces racistes en 2018.

Mais rien de tout cela: le tribunal demande trois mois de prison avec sursis pour six des prévenues et huit mois avec un sursis de deux ans pour Mathieu Burellier, qui, selon le tribunal, était "le plus actif" lors de la manifestation. Bien que la peine requise reste inférieure à celle de la première instance, l'intention demeure: intimider les militant·es, non seulement pour avoir participé à la manifestation antifasciste, mais surtout parce que plusieurs d'entre eux et elles se rendent régulièrement dans les montagnes pour secourir des personnes en fuite et sont ainsi devenu·es les témoins de l'inhumanité avec laquelle l'Etat français rejette celles et ceux qui cherchent une protection à sa frontière militarisée.*

Le verdict sera prononcé le 9 septembre 2021.

Michael Rössler
Membre du FCE - Suisse

* Dans ce contexte, il convient de mentionner que le même jour où se tenait à Grenoble le procès des "7 de Briançon", la sentence d'un autre procès du 22 avril 2021 contre deux jeunes sauveteurs en montagne a été prononcée par le tribunal correctionnel de Gap: deux mois de prison avec sursis pour avoir apporté leur aide à une famille afghane dont la mère enceinte, son mari et leurs deux enfants se trouvaient dans les Alpes.

1. Il s'agit d'un réseau international d'extrémistes de droite et de racistes.
2. Le procès des "7 de Briançon", Archipel, décembre 2018.
3. La dissolution de Génération Identitaire n'a cependant pas éliminé la menace de l'extrême droite en France. Ses anciens membres ont tout simplement créé une nouvelle organisation: "ASLA - Association de soutien aux lanceurs d'alerte".

conditions de vie indignes. Beaucoup restent dans un état permanent d'attente et d'incertitude.

L'immobilisation par les camps

Le quai du port d'Arguineguín, sur l'île de Gran Canaria, est un lieu qui illustre bien le régime d'accueil des îles Canaries et qui fait l'objet d'une couverture médiatique répétée. Les autorités y ont installé un camp temporaire, surnommé à plusieurs reprises le "quai de la honte" en raison des conditions de vie misérables. Plus tard, de nombreux/ses réfugiés ont alors été hébergés dans les complexes hôteliers de l'archipel des vacances, qui étaient de toute façon vides en raison de la pandémie. Toutefois, l'incidence étant en baisse et les ouvertures imminentes, le puissant lobby du tourisme a insisté pour que tous les hôtels retrouvent un "fonctionnement normal" dès que possible.

Mais au lieu de répondre aux souhaits de la population et d'organiser un transfert vers le continent espagnol, l'Etat espagnol - avec le soutien financier de l'Union européenne - a mis en place un système de camps improvisés pouvant accueillir jusqu'à 7000 personnes dans le cadre du *Plan Canarias*. Répartis sur les îles de Tenerife, Gran Canaria et Fuerteventura, sept *macro-campamentos* ont été créés en très peu de temps, en plus de camps plus petits dans lesquels sont accueillis des femmes, des familles et des mineur·es. Souvent, des casernes militaires ou des prisons reconverties servent de sites.

De nombreux/ses réfugiés organisent eux-mêmes leurs billets d'avion ou de ferry pour poursuivre leur voyage vers la péninsule ibérique, mais illes sont souvent la cible de brutalités policières racistes aux contrôles de sortie et ne sont pas autorisés à quitter les îles Canaries malgré la présentation de tous les documents nécessaires. Les îles font donc de plus en plus office de zone frontalière avancée. (...)

Conditions alarmantes

L'externalisation du contrôle migratoire aux Canaries ne se fait pas seulement spatialement en immobilisant les personnes bien avant qu'elles atteignent les centres européens, mais aussi en transférant de plus en plus la gestion des camps à des acteurs privés.

Outre des organisations supranationales comme l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), ce sont surtout des ONG comme la Croix-Rouge ou l'ACCEM¹ qui gèrent les camps

Archipel

Mensuel bilingue (F/D)
édité par le
Forum Civique Européen

Juillet-Août 2021 - Nr. 305
Prix du n°: 4 euros/7FrS
Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS
Commission paritaire N° AS 75136
ISSN 1247-8490
Directrices de Publication:
Joëlle Meunier, Constanze Warta
Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich
Forum Civique Européen
Association loi 1901
www.forumcivique.org

France:
St Hippolyte, F-04300 Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1848, CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Dorfstr. 68
D-17159 Stubbendorf
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Peremogi 70
UKR-90440 Nijne Selischtche, Zakarpatia
Tel: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

MIGRATION/ÎLES CANARIES

Une prison à ciel ouvert pour les réfugiés

Depuis le début de l'année dernière, près de 30.000 personnes ont rejoint les îles Canaries, qui appartiennent à l'Espagne, par bateau. Les *cayucos*, souvent des bateaux de pêche désaffectés, partent généralement de la côte ouest du Maroc, du Sahara occidental, de la Mauritanie ou du Sénégal et peuvent parfois se déplacer pendant des jours, voire des semaines.

Pour beaucoup de personnes, la traversée se termine fatalement. Actuellement, la politique européenne de laisser mourir les gens fait en moyenne une victime par jour sur la "route des Canaries".

Dans le même temps, les "boat people" qui parviennent à poser le pied sur le sol européen sont attendus par un système répressif de camps dans lesquels les personnes sont détenues dans des



Le camps de réfugiés «Canarias 50», une ancienne base militaire à Las Palmas, H. Hedayat, S. Borghardt

selon des calculs économiquement rationalisés. Un lit à côté de l'autre, généralement plus de 20 personnes partagent une tente de couchage. Non seulement ce système d'hébergement prive les gens de toute forme d'intimité, mais il les expose aux fluctuations extrêmes de température du climat de l'île. Il expose également le cynisme du discours politique, puisque la pratique du blocus des îles Canaries est justifiée, entre autres, comme une nécessité pour contenir la pandémie de Corona.

Les descriptions que font les résident·es des conditions qui règnent dans les camps sont alarmantes. D'une part, les soins médicaux de base sont absolument insuffisants. Il n'y a pratiquement pas de médecins, et encore moins de spécialistes en psychologie. Le manque de soins médicaux est étroitement lié à la situation alimentaire indigne, qui a atteint son paroxysme pendant le mois de jeûne du Ramadan et a entraîné des protestations de la part des résident·es du camp. L'état d'attente permanent est encore exacerbé par le refus systématique d'accès à un conseil juridique adéquat. Dans le *macro-campamento* de Las Raíces, où sont

bloquées jusqu'à 2000 personnes, dont – bien qu'illégalement – de nombreux·ses mineur·es, les résident·es disent ne pas avoir vu leur avocat depuis des mois. Dans d'autres cas, l'incertitude des réfugié·es est systématiquement exploitée en les encourageant à signer leur consentement au "retour volontaire" sans accompagnement juridique ni accès à des traducteur·trices.

Au-delà des camps

Les conditions de vie indignes dans les camps sont également étroitement liées à la peur permanente de l'expulsion. Afin d'échapper aux appareils de contrôle, de nombreux·ses migrant·es ont refusé d'être détenu·es dans des camps et vivent dans les rues des villes de Las Palmas et de Santa Cruz ou se cachent dans des régions côtières éloignées, telle que El Fraile, au sud de Tenerife. A Tenerife, un groupe de 50 personnes a également installé un campement auto-organisé juste devant l'entrée du camp de Las Raíces pour protester contre les conditions d'hébergement.

En outre, un nombre non négligeable de personnes ont été mises à la rue en raison de "vio-

lations de l'ordre du camp". Le fait qu'il s'agisse principalement de personnes impliquées dans des protestations contre les conditions de détention souligne le caractère autoritaire et disciplinaire supplémentaire du système des camps. Les réfugié·es "queers" courent également un risque accru de devenir sans-abri aux îles Canaries. Illes se tiennent à l'écart des camps par peur de la discrimination.

Ce que beaucoup ne savent pas: après une absence de quatre jours, illes perdent leur droit à un soutien social et dépendent des pratiques charitables des initiatives de la société civile dans les rues ou sont poussé·es vers l'économie informelle, le trafic de drogue et la prostitution.

Le rôle des réseaux de solidarité

De nombreux réseaux de soutien locaux, tels que le réseau *Somos Red* ou l'*Asamblea de Apoyo a Migrantes Tenerife*, ne sont apparus spontanément qu'au cours des derniers mois, mais ils s'appuient sur des réseaux établis de longue date dans le cadre d'autres luttes sociales. Dans la capitale Las Palmas de Gran Canaria, par exemple, les initiatives actuelles sont nées des nombreux comités de quartier fondés ces dernières années pour amortir l'impact des politiques d'austérité néolibérales. Ils organisent la distribution de nourriture et de vêtements, fournissent des soins de santé primaires, créent des espaces éducatifs autogérés et offrent des conseils juridiques gratuits aux "people on the move". Dans leur travail, les ré-

seaux de soutien locaux et les activistes se trouvent face à un dilemme: fournir une aide orientée vers les besoins des personnes sans contribuer à une dépolitisation des événements frontaliers. D'une part, illes assument la tâche nécessaire de suppléer aux manques de l'Etat en fournissant les services sociaux fondamentaux. Mais d'autre part, leurs activités contribuent souvent elles-mêmes à faire fonctionner un "Plan Canarias" basé sur la privation de droits et la précarisation.

"*Nous ne sommes pas ici pour manger et dormir*" – cette phrase revient en boucle dans les récits des résident·es des camps. Illes nous demandent ainsi de ne pas oublier dans notre pratique politique que l'objectif ne doit pas être d'optimiser le système des camps aux Canaries ou de rendre l'internement plus "supportable". Le défi est plutôt de défendre une société avec des droits de circulation et de participation égaux pour tous – un monde sans camps, sans centres de détention et sans milliers de personnes assassinées en Méditerranée et dans l'océan Atlantique.

Marian Henn*

*Marian Henn travaille depuis plusieurs années contre la politique de fermeture contre les migrants en Méditerranée occidentale et dans l'Atlantique - entre autres pour l'organisation andalouse des droits de l'homme APDHA à Cadix.

Un voyage d'étude a eu lieu en avril 2021 avec les photo-journalistes Stefan Borghardt et Houmer Hedayat et a été soutenu par le Forum Civique Européen (FCE). Vous pourrez bientôt trouver des profils détaillés des réfugié·es, des voix des camps et des sons originaux de la résistance sur un site web dédié mais vous pouvez déjà vous faire une première impression sur Twitter @CanaryBorders.

1. Asociación Comisión Católica Española de Migraciones

FRANCE/TRAVAILLEUR·EUSES SAISONNIER·ES

Travail détaché: Terra Fecundis lourdement condamnée pour son "business plan" de la fraude

Au moment d'imprimer ce journal, le 8 juillet 2021, est tombé à Marseille le verdict du procès contre Terra Fecundis (importante entreprise de travail temporaire espagnole qui fournit de la main-d'œuvre étrangère pour l'agriculture industrielle): 500.000 euros d'amende et interdiction d'exercer dans le travail temporaire. Les responsables se voient infliger des amendes de 100.000 euros et des peines de prison avec sursis pouvant aller jusqu'à 4 ans. Des condamnations exemplaires! Le tribunal est même allé au-delà des réquisitions du Procureur.

Une première victoire aussi pour des femmes ayant subi des conditions d'exploitation, comme Yasmina Tellal dont nous avons déjà parlé dans ces lignes, qui dénonce depuis plusieurs années la situation précaire et fragile des personnes, surtout des femmes, qui travaillent dans l'agriculture moderne. Yasmina Tellal était également témoin principal contre une autre entreprise de travail temporaire espagnole Laboral Terra, dont les dirigeants ont été condamnés à des peines de prison ferme. Archipel de septembre reviendra plus longuement sur ces verdicts...

Peter Gerber, membre du FCE France et du Collectif de Défense des Travailleurs Saisonniers

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commandeN°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom:

Adresse:

Pays:

Profession/Organisation:

Téléphone:

Mail:

Par chèque ou mandat postal
Pour la Suisse:
PC 40_8523-5
St Johans-Vorstadt 13
CH-4001 Basel. Libellé: Archipel
Pour les autres pays:
FCE, le Pigeonnier
F-04300, Limans

Marche contre les frontières

Nous étions près de cinq mille le 5 juin à Nice, pleines d'énergie pour attirer l'attention sur la situation des femmes, des filles et des personnes LGBTQI+ avant, pendant et après leur migration.

Venu·es – pour certain·es à vélo – de différentes régions d'Europe, nous nous sommes retrouvés à Nice le 5 juin pour manifester contre les politiques frontalières meurtrières de l'Europe.

Un bus complet en provenance d'Italie a été arrêté à la frontière française et n'a pas été autorisé à passer. Les personnes venant d'Autriche, de Suisse et de Belgique ont toutefois été autorisées à entrer sans entrave.

Au rythme de la Batucada, en chantant et en dansant, nous avons traversé le centre-ville, laissant nos drapeaux flotter au vent et clamant nos revendications. A certains moments, nous avons fait une pause pour écouter celles et ceux qui nous ont raconté leurs histoires, chanté leurs chansons, présenté leurs initiatives. Une très jeune femme, originaire d'Érythrée, m'a particulièrement impressionnée: parce qu'elle est lesbienne, elle a été reniée par sa famille à l'adolescence et – finalement arrivée à Nice – discriminée ici en raison de la couleur de sa peau et de son orientation sexuelle. Après quelques temps, elle a fondé, avec d'autres, une association

de soutien aux migrantes lesbiennes. Elle a remercié en larmes tous·tes celles et ceux qui étaient venu·es manifester avec elle.

Tout au long de l'événement, Pinar Selek, qui avait initié l'action avec d'autres, se tenait sur le camion qui servait de scène mobile, annonçant les différents intervenant·es et appelant à la cohésion et au calme lorsque deux jeunes manifestants suisses ont été arrêtés et détenus par la police pour une banalité (ils ont été libérés plus tard dans la soirée).

Dans l'ensemble cependant, la manifestation a été pacifique, joyeuse et s'est déroulée avec la perspective d'organiser d'autres actions de ce type et de formuler une pétition aux gouvernements européens. Elle sera diffusée en automne et remise au Conseil fédéral suisse et aux gouvernements européens avec le plus grand nombre possible de signatures au début de l'année prochaine. Dans un des prochains numéros, nous joindrons la pétition finale à l'Archipel.

Vous pouvez également regarder cette vidéo pour vous faire une idée de la manifestation: <<https://youtu.be/18rU3HBqgw>>.

Constanze Warta
rédactrice Archipel

sur une dette toujours plus importante qui est condamnée à s'effondrer à un moment donné.

La situation est urgente, nous, les humains, sommes désormais confrontés à la possibilité réelle de notre propre extinction.

Comment pouvons-nous nous en sortir? La réponse traditionnelle de celles et ceux qui sont conscient·es de l'ampleur des problèmes sociaux: par l'Etat. Les penseurs politiques et les politiciens, de Hegel à Keynes, en passant par Roosevelt et maintenant Biden, ont considéré l'Etat comme un contrepoids à la destruction causée par le système économique. Les Etats résoudront le problème du réchauffement climatique; les Etats mettront fin à la destruction de la biodiversité; les Etats atténueront les énormes difficultés et la pauvreté résultant de la crise actuelle. Il suffit de voter pour les bon·nes dirigeant·es et tout ira bien. Et si vous êtes très inquiet·es de ce qui se passe, il suffit de voter pour des leaders plus radicaux – Sanders ou Corbyn ou *Die Linke* ou *Podemos* ou Evo Morales ou Maduro ou López Obrador – et tout ira bien.

Le problème de cet argument est que l'expérience nous montre qu'il ne fonctionne pas. Les dirigeant·es de gauche n'ont jamais tenu leurs promesses, n'ont jamais apporté les changements qu'elles avaient annoncés. En Amérique latine, les politicien·nes de gauche qui sont arrivés au pouvoir lors de la "vague rose" au début de ce siècle ont été étroitement associés à l'extractivisme et à d'autres formes de développement destructeur. Le *Tren Maya*, qui est actuellement le projet favori du président mexicain Lopez Obrador au Mexique, n'en est que le dernier exemple. Les partis et les politicien·nes de gauche sont peut-être capables d'apporter des changements mineurs, mais elles n'ont rien fait du tout pour briser la dynamique destructrice du capital.

L'Etat n'est pas la solution

Mais ce n'est pas seulement l'expérience qui nous dit que l'Etat n'est pas le contrepoids au capital que certain·es prétendent qu'il est. La réflexion théorique nous dit la même chose. L'Etat, qui semble être séparé du capital, est en fait généré par le capital et dépend du capital pour son existence. L'Etat n'est pas un capitaliste et ses travailleur·euses ne génèrent pas, dans l'ensemble, les revenus nécessaires à son existence. Ce revenu provient de l'exploitation des tra-

vailleuses par le capital, de sorte que l'Etat dépend en fait de cette exploitation, c'est-à-dire de l'accumulation du capital, pour reproduire sa propre existence.

L'Etat est obligé, par sa forme même, de promouvoir l'accumulation du capital. Le capital, lui aussi, dépend de l'existence d'une instance – l'Etat – qui n'agit pas comme un capitaliste et qui semble être tout à fait séparé du capital, pour assurer sa propre reproduction. L'Etat semble être le centre du pouvoir, mais en fait le pouvoir appartient aux propriétaires du capital, c'est-à-dire aux personnes qui consacrent leur existence à l'expansion du capital. En d'autres termes, l'Etat n'est pas un contrepoids au capital: il fait partie de la même dynamique incontrôlable de destruction.

Le fait que l'Etat soit lié au capital signifie qu'il nous exclut. La démocratie d'Etat est un processus d'exclusion qui dit: "*Venez voter tous les quatre ou cinq ans, puis rentrez chez vous et acceptez ce que nous décidons.*" l'Etat est l'existence d'un corps de fonctionnaires à temps plein qui assument la responsabilité d'assurer le bien-être de la société – d'une manière compatible avec la reproduction du capital, bien sûr. En assumant cette responsabilité, elles nous la retirent. Mais, quelles que soient leurs intentions, elles sont incapables d'assumer cette responsabilité, parce qu'elles n'ont pas le contre-pouvoir qu'elles semblent avoir: ce qu'elles font et comment elles le font est déterminé par la nécessité d'assurer la reproduction du capital.

A l'heure actuelle, par exemple, les politicien·nes parlent de la nécessité d'un changement radical d'orientation politique alors que le monde émerge de la pandémie, mais à aucun moment un·e politicien·ne ou un·e représentant·e du gouvernement ne suggère que ce changement d'orientation doit passer par l'abolition d'un système fondé sur la recherche du profit.

Si l'Etat n'est pas la réponse pour mettre fin à la destruction capitaliste, il s'ensuit que canaliser nos préoccupations dans les partis politiques ne peut pas être la réponse non plus, puisque les partis sont des organisations qui visent à apporter des changements par le biais de l'Etat. Les tentatives de changement radical par le biais des partis et de la prise de pouvoir de l'Etat se sont généralement soldées par la création de régimes autoritaires au moins aussi mauvais que ceux qu'ils voulaient changer.

POLITIQUE

Autonomie et autorité

Nous n'avons pas de réponses; nous avons des questions. Des questions urgentes. Nous ne savons pas comment arrêter la destruction planétaire causée par le capital – mais en posant les bonnes questions, nous pouvons trouver notre chemin ensemble.

Nous vivons dans un système qui a échoué. Il devient chaque jour plus clair que l'organisation actuelle de la société est un désastre, que le capitalisme est incapable d'assurer un mode de vie acceptable. La pandémie de COVID-19 n'est pas un phénomène naturel mais le résultat de la destruction sociale de la biodiversité et d'autres pandémies sont susceptibles de suivre. Le réchauffement de la planète, qui menace à la fois la vie humaine et de nombreuses formes de vie non humaine, est le résultat de la des-

truction capitaliste des équilibres établis. L'acceptation de l'argent comme mesure dominante de la valeur sociale oblige une grande partie de la population mondiale à vivre dans des conditions misérables et précaires.

La destruction causée par le capitalisme s'accélère. Les inégalités croissantes, la montée de la violence raciste, la propagation du fascisme, les tensions croissantes entre les Etats et l'accumulation de pouvoir par la police et l'armée. De plus, la survie du capitalisme est construite

En posant des questions, nous avançons

Donc, si l'Etat n'est pas la réponse, où allons-nous? Comment sortir d'ici? Nous venons à une conférence comme celle-ci, bien sûr, pour discuter des réponses anarchistes. Mais il y a au moins trois problèmes: premièrement, il n'y a pas ici les millions de personnes dont nous avons besoin pour un véritable changement de direction; deuxièmement, nous n'avons pas de réponses; et troisièmement, l'étiquette "anarchiste" n'aide probablement pas.

Pourquoi n'y a-t-il pas des millions de personnes ici? Il y a certainement un sentiment généralisé et croissant de colère, de désespoir et une prise de conscience que le système ne fonctionne pas. Mais pourquoi cette colère est-elle canalisée soit vers les partis et candidats réformistes de gauche (*Die Linke*, Sanders, Corbyn, Tsipras), soit vers l'extrême droite, et non vers des efforts qui poussent contre et au-delà du système? Il y a de nombreuses explications, mais celle qui me semble importante est le commentaire de Leonidas Oikonomakis sur l'élection de Syriza en Grèce en 2015, selon lequel, même après des années de protestation anti-étatiste très militante contre l'austérité, il semblait toujours aux gens que l'Etat était le "seul jeu en ville".

Lorsque nous pensons au réchauffement climatique, à l'arrêt des violences faites aux femmes, au contrôle de la pandémie, à la résolution de notre désespoir économique dans la crise actuelle, il est encore difficile de ne pas penser que l'Etat est là où se trouvent les réponses, même lorsque nous savons que ce n'est pas le cas.

Peut-être devons-nous renoncer à l'idée de réponses. Nous n'avons pas de réponses. Il ne peut s'agir d'opposer les réponses anarchistes aux réponses étatiques. L'Etat donne des réponses, de mauvaises réponses. Nous avons des questions, des questions urgentes, des questions nouvelles car cette situation d'extinction imminente n'a jamais existé auparavant. Comment pouvons-nous arrêter la dynamique destructrice du capital? La seule réponse que nous ayons est que nous ne savons pas.

Il est important de dire que nous ne savons pas, pour deux raisons. Premièrement, parce qu'il se trouve que c'est vrai. Nous ne savons pas comment nous pouvons mettre fin à la catastrophe actuelle. Nous avons des idées, mais nous ne savons

vraiment pas. Et deuxièmement, parce qu'une politique de questions est très différente d'une politique de réponses. Si nous avons les réponses, il est de notre devoir de les expliquer aux autres. C'est ce que fait l'Etat, c'est ce que font les partis d'avant-garde. Si nous avons des questions mais pas de réponses, alors nous devons en discuter ensemble pour essayer de trouver des moyens d'avancer. *Preguntando caminamos*, comme disent les zapatistes: "En posant des questions, nous avançons".

Le processus de demander et d'écouter n'est pas le chemin vers une société différente, il est déjà la création d'une société différente. La demande et l'écoute sont déjà une reconnaissance mutuelle de nos dignités distinctes. Nous vous demandons et écoutons parce que nous reconnaissons votre dignité. C'est le contraire de la politique de l'Etat. L'Etat parle. Il prétend demander et écouter, mais il ne le fait pas et ne le peut pas, car son existence dépend de la reproduction d'une forme d'organisation sociale basée sur la maîtrise de l'argent.

Notre demande-écoute est un mouvement anti-identitaire. Nous reconnaissons votre dignité non pas parce que vous êtes anarchiste ou communiste, ou allemand ou autrichien ou mexicain ou irlandais, ou parce que vous êtes une femme ou un noir ou un indigène. Les étiquettes sont très dangereuses – même si ce sont de "belles" étiquettes – car elles créent des distinctions identitaires. Dire "nous sommes anarchistes" est auto-contradictoire car cela reproduit la logique identitaire de l'Etat: nous sommes anarchistes, vous ne l'êtes pas; nous sommes allemands, vous ne l'êtes pas. Si nous sommes contre l'Etat, alors nous sommes contre sa logique, contre sa grammaire.

Un mouvement d'autodétermination

Nous n'avons pas de réponses, mais notre marche-quête ne part pas de zéro. Elle s'inscrit dans une longue histoire de marche-questionnement. Ces jours-ci, nous célébrons le 150e anniversaire de la Commune de Paris et le centenaire du soulèvement de Cronstadt. Dans le



Automat, New York, Berenice Abbott, 1936

présent, nous avons l'expérience des Zapatistes pour nous inspirer, alors qu'ils préparent leur voyage à travers l'Atlantique pour se connecter avec les marcheurs·euses-questionneur·euses contre le capital en Europe cet été. Et bien sûr, nous regardons la pratique profondément ancrée du conseilisme dans le mouvement kurde, dans les conditions terriblement difficiles de leur lutte. Et au-delà de cela, les millions de brèches dans lesquelles les gens essaient de s'organiser sur une base anti-hiérarchique et de reconnaissance mutuelle.

Il n'est tout simplement pas vrai que l'Etat est le seul jeu en ville. Nous devons crier sur tous les toits qu'il existe un autre jeu, établi de longue date: le jeu qui consiste à faire les choses nous-mêmes, collectivement.

L'organisation dans la tradition communale ou municipale ne se fait pas sur la base de la sélection et de l'exclusion mais sur la base d'un rassemblement de ceux et celles qui sont là, que ce soit dans le village, le quartier ou l'usine, avec toutes leurs différences, leurs querelles, leurs folies, leurs mesquineries, leurs intérêts partagés et leurs préoccupations communes.

L'organisation n'est pas instrumentale: elle n'est pas conçue comme le meilleur moyen d'atteindre un objectif, car elle est elle-même son propre objectif. Elle n'a pas de membres définis, car son but est d'attirer et non d'exclure. Ses discussions ne visent pas à définir la ligne correcte, mais à articuler et à accommoder les différences, à construire ici et maintenant la reconnaissance mutuelle qui est niée par le capitalisme.

Cela ne signifie pas une sup-

pression du débat, mais, au contraire, un processus constant de discussion et de critique visant non pas à éliminer ou à dénoncer ou à étiqueter l'adversaire, mais à maintenir la tension créative qui naît du maintien ensemble d'idées qui poussent dans des directions légèrement différentes. Une reconnaissance mutuelle toujours difficile des dignités qui tirent dans des directions différentes.

Le Conseil ou la Commune est un mouvement d'autodétermination: en demandant-écoutant-pensant, nous déciderons comment nous voulons que le monde soit, sans suivre les dictats aveugles de l'argent et du profit. Et, ce qui est peut-être de plus en plus important, c'est une prise de responsabilité pour façonner l'avenir de la vie humaine.

Si nous atteignons le point d'extinction, il ne sera d'aucune utilité de dire au dernier jour: "C'est la faute des capitalistes et de leurs Etats." Non. Ce sera notre faute si nous ne brisons pas le pouvoir de l'argent et ne reprenons pas à l'Etat notre responsabilité pour l'avenir de la vie humaine.

John Holloway*

John Holloway est professeur de sociologie à l'*Instituto de Ciencias Sociales y Humanidades, Benemérita Universidad Autónoma de Puebla*. Il a notamment publié *Changer le monde sans prendre le pouvoir*, éditions Syllepse, janvier 2008 et *Crack Capitalism*, aux éditions Ilibertalia, mai 2010).

Cet article est une version adaptée de la présentation de John Holloway à la conférence "Crisis of Nation States - Anarchist Answers" (Crise des Etats/Nations-Les réponses anarchistes) en mars dernier. Traduction Archipel.

Source: <https://roarmag.org/essays/holloway-asking-questions/>

Enfance et Numérique ou l'Humanité avortée

"Parmi les choses que les gens n'ont pas envie d'entendre, qu'ils ne veulent pas voir alors même qu'elles s'étalent sous leurs yeux, il y a celles-ci: que tous ces perfectionnements techniques, qui leur ont si bien simplifié la vie qu'il n'y reste presque plus rien de vivant, agencent quelque chose qui n'est déjà plus une civilisation; que la barbarie jaillit comme de source de cette vie simplifiée, mécanisée, sans esprit; et que parmi tous les résultats terrifiants de cette expérience de déshumanisation à laquelle ils se sont prêtés de si bon gré, le plus terrifiant est encore leur progéniture, parce que c'est celui qui en somme ratifie tous les autres. C'est pourquoi, quand le citoyen-écologiste prétend poser la question la plus dérangeante en demandant: 'Quel monde allons-nous laisser à nos enfants?', il évite de poser cette autre question, réellement inquiétante: 'A quels enfants allons-nous laisser le monde?'"

C'est par une question depuis lors encore ouverte, pour ne pas dire béante, que Jaime Semprun concluait ce passage central et maintes fois cité de son ouvrage *L'Abîme se repeuple*, paru aux Editions de l'Encyclopédie des Nuisances en 1997¹. L'abîme en question y représente une référence au roman de Jack London: *Le Talon de Fer* (paru en 1908), où il symbolise "le rejet aux confins de la société de grandes masses de la population qu'on laisse littéralement pourrir dans le dénuement matériel et psychologique". Un des aspects de ce dénuement analysé par Semprun était l'exposition des jeunes générations aux nouvelles technologies... dont les écrans, déjà omniprésents dans les pays alors à la pointe du développement capitalo-industriel.

Un quart de siècle s'est depuis écoulé; l'apocalypse n'a pas encore eu lieu, malgré un catastrophisme en vogue: l'auto-proclamée science nommée *collapsologie*, qui vogue donc sur les remous d'une angoisse toujours plus épaisse, dont les jeunes sont naturellement les premiers destinataires. Dans son pessimisme assumé, on peut certainement dire que le livre de Jaime Semprun usait du procédé visant à l'exagération à dessein des tendances historiques en cours, afin de faire apparaître certains horizons probables pour la société. De fait, il semble que depuis 1996, "l'abîme" n'ait pas cessé de se repeupler, bien au contraire – en témoignent une multitude de phénomènes variés, pain quotidien de notre chère presse, qui chacun à leur manière sont les signes d'un délitement social progres-

sant lentement mais sûrement.

A quels enfants allons-nous laisser le monde? C'est à cette question qu'un autre auteur, Fabien Lebrun, semble tenter de répondre à travers un livre sorti en novembre 2020: *On achève bien les enfants – Écrans et barbarie numérique*. S'il ne fait aucun doute que nous étions en 1996 déjà en mesure de constater, et de bien des manières, ce qu'implique la production et la consommation des écrans d'alors – sans parler de tout ce que la critique sociale et la philosophie avaient produit à leur sujet dès le milieu du 20^e siècle, en abordant l'écran comme le moyen d'une consommation

de masse d'images "livrées à domicile" (Günther Anders²), phénomène alors radicalement nouveau... s'il était donc certainement possible de dire l'essentiel sur les écrans en 1996 ou avant, Fabien Lebrun dispose quant à lui de toute la perspective que lui fournissent deux nouvelles décennies d'innovations numériques à tout va. Et le tableau qu'il nous dresse est tout bonnement glaçant.

Écran et Capital

L'écriture de Lebrun n'a rien de la prose alambiquée (exigeante mais savoureuse) de Semprun, et son approche est toute autre. Dans un langage assez direct, il allie des recoupements médiatiques patiemment compilés avec une analyse à laquelle ces derniers serviront de support concret – analyse qui emprunte à divers horizons critiques: école de Francfort, situationnisme, critique "marxienne", critique de la société industrielle et de la technologie... Tout ceci s'agence avec une étonnante facilité; ce livre est plutôt de ceux qui se lisent vite, et il y a encore une autre raison à cela: il saura à coup sûr vous prendre aux tripes pour peu que vous ne soyez pas rebutés par son ton (la terrible réalité qui y est décrite se suffit à elle-même et aurait pu, à mon sens, se passer de l'emphase parfois mise dans l'écriture, mais cela n'influe en rien sur le fond).

Lebrun se propose d'étudier "l'objet-écran" (notamment les smartphones et tablettes) dans

son rapport global avec l'enfance, en tant que perspective privilégiée pour aborder la phase présente – et spécifique – du capitalisme industriel. Pour lui, l'écran tend à détruire l'enfance (terme "renvoyant ici à la spontanéité, au jeu, à l'imaginaire et à la création"³), mais aussi à détruire les enfants eux-mêmes: un des mérites du livre est en effet de ne pas se borner aux nuisances induites par la consommation des écrans, d'autant plus importante dans les pays les plus avancés sur la voie du progrès (qu'il appelle les *centres capitalistes*); il s'intéresse également aux destructions perpétrées par cette industrie dans les "périphéries capitalistes" où les écrans sont produits, puis jetés peu de temps après. S'il est évident à quiconque veut bien se poser la question que ce qui constitue le confort moderne est bien souvent lié à des nuisances écologiques, sanitaires, sociales et on en passe, l'industrie des écrans atteint quant à elle des sommets dans l'abject, ce qui n'est sans doute

1. L'extrait cité se trouve en page 20 du livre.

2. Voir *L'Obsolescence de l'Homme, Tome 1 – Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*, Editions de l'Encyclopédie des nuisances, 1956, qui par certaines de ses réflexions annonçait ce qui allait plus tard pouvoir être formulé comme une critique du *Spectacle* (Guy Debord et les Situationnistes). On pourra transposer cette observation à l'époque actuelle en parlant du monde livré "dans la poche", ou au creux de la main.

3. Fabien Lebrun, *On achève bien les enfants, Écrans et barbarie numérique*, éditions Le Bord de l'eau, 2020, p. 6



Very strange computer, anonyme

pas étranger à la massification extravagante de leur production⁴. On doit bien sûr ajouter que l'extrême complexité de ces appareils accentue la segmentation des étapes de production inhérente au procès de fabrication industrielle – et donc l'ignorance dans laquelle se trouve le consommateur au sujet de cette production; nous y reviendrons.

Par ailleurs, l'analyse par l'auteur du rôle de l'objet-écran dans le stade actuel du techno-capitalisme nous vaut un passage particulièrement éloquent, où cet objet fétiche est dépeint comme *matrice du capital*. L'écran est en effet actuellement indispensable à la marche de ce dernier, non seulement par la valeur qu'il crée, et de deux manières distinctes – par ses ventes justes ainsi que le marché des données qu'il consacre⁵ – mais bien également car il représente aujourd'hui dans la production industrielle un élément-clé, sans lequel les gains de productivité permettant cette fuite en avant nommée croissance seraient tout bonnement impossibles. Dans cette perspective, l'écran peut être vu comme le terminal, comme l'interface qui permet encore à l'homme de s'impliquer dans la grande machinerie qui préside à la production des marchandises et des services. En témoigne ce qui devient peu à peu son omniprésence dans la sphère marchande – c'est-à-dire dans la vie même – avec toutes les pertes anthropologiques liées aux métiers et les altérations des relations humaines que cela implique.

Destruction de l'enfance, destruction des enfants

Mais venons-en au concret des nuisances décrites dans ce livre, que nous nous contenterons ici de survoler au fil de la chaîne de production-consommation-obsolésence de l'objet qui nous intéresse. *"Au Congo, l'écran [...] est directement lié à l'esclavage et à la traite d'enfants, aux violences sexuelles et aux actes barbares commis sur eux, aux enfants dépourvus d'alimentation et de soins, à leurs assassinats, à cause de l'appropriation de minerais qui les constituent"*⁶. Puis vient l'assemblage, effectué notamment en Chine, dont on connaissait depuis les années 2010 déjà le scandale de l'usine Foxconn⁷, *"premier sous-traitant des entreprises high-tech dont Apple, gigantesque atelier d'électronique se déclinant en cités ou*

villes-usines". On retrouve aujourd'hui des conditions de travail équivalentes dans leur inhumanité notamment chez Petragon et HEG Electronics – ces trois usines employant 80 % de jeunes de moins de 18 ans.

Quant à la consommation des écrans sous nos propres latitudes, l'observation de tous les jours et si besoin la littérature toujours plus abondante sur le sujet commencent à nous donner une impression par trop familière de la misère numérique ambiante: déclin de l'intellect, addictions, effets sur le sommeil, angoisse et dépressions, perte de l'activité physique, privation de la vie intérieure due à la sollicitation constante de l'attention, peur de l'altérité et barrière à l'empathie; *"l'écran fait écran à l'autre"*... tant de maux, auxquels s'ajoutent ceux induits par les contenus des écrans: aliénation sexuelle via la pornographie numérique et la prostitution qui lui est liée – tous deux tendant à concerner de plus en plus d'enfants, de plus en plus jeunes (11-12 ans *en moyenne*); harcèlement virtuel et à l'école; déshumanisation et "culture de la haine" à travers le recul du langage et les contenus débilissants; diktat de l'image exhibée; banalisation de la violence à travers le jeu vidéo (où la loi de la jungle néolibérale trouve son credo le plus extrême: tuer = gagner – car ainsi se crée là la valeur, fut-ce virtuellement). Si l'écran n'est pas littéralement infanticide comme il peut l'être loin de chez nous, c'est bien une pulsion morbide qui sous-tend la perte du réel accompagnant cette foule de phénomènes, pulsion que Fabien Lebrun met en lien avec l'autodestruction systémique du capitalisme.

Quelques mots encore sur la fin de la chaîne avec l'écran-déchet, acheminé dans des villes portuaires d'Asie et d'Afrique encore une fois, par *"cargos entiers [...], souvent en contrebande dans des voitures d'occasion"*. Les dépotoirs qui résultent de ces trafics reconduisent les nuisances écologiques et humaines dont les principaux traits font écho aux conditions de production de notre cher objet: conditions catastrophiques dont les enfants sont de loin les premières victimes.

Contre l'abîme numérique

Revenons maintenant à Günther Anders: *"Telle est donc la situation. Elle est à ce point angoissante. Mais où est notre angoisse? Je n'en trouve pas*

*la moindre trace. [...] Comment cela est-il possible?"*⁸

Il est en quelque sorte étrange d'user de mots comme dans un catalogue, face à une telle accumulation d'horreurs, dont la conscience devrait justement nous laisser sans mots. De fait, cette immensité sordide n'est pas humainement concevable, en tout cas pas d'un seul bloc. C'est-à-dire – si l'on suit Anders qui s'interrogeait alors en prenant en filigrane la bombe atomique comme exemple – que notre capacité de perception, orientée vers le concret, n'a pas commune mesure avec l'immensité de ce malheur, perçu en conséquence comme une abstraction. Pour lui, le propre de la technologie (dans le sens du système technique englobant qui définit notre époque) est la disjonction radicale entre notre faculté d'agir sur le monde via nos instruments et notre faculté de nous représenter les conséquences de ces agissements.

Face à ce décalage, qui porte en lui la possibilité du pire, Anders avançait que la *"seule tâche morale décisive [...] consiste à éduquer l'imagination morale [...], à ajuster la capacité et l'élasticité de notre imagination et de nos sentiments à la disproportion de nos propres produits; bref, à mettre nos représentations et nos sentiments au pas de nos activités"*. Et ce non pas, comme s'emploie à le faire aujourd'hui le transhumanisme, pour nous hisser vers le monde-machine que nous sommes en train de créer, mais bien au contraire pour *"rattraper le monde des instruments, le rattraper comme le marin hale un cordage, c'est-à-dire en le tirant vers nous"*.

C'est, semble-t-il, à cette tâche vitale que Fabien Lebrun, et nombre d'autres avant lui, entend s'atteler, avec comme perspective une *"proposition éducative [qui] ne consiste certainement pas en une éducation par le numérique, mais en une éducation au numérique, permettant d'aborder avec des enfants et des jeunes, des élèves et des étudiants, des éléments d'histoire, d'économie, de géographie, d'anthropologie, d'écologie, de géopolitique des matières premières, de droit, de morale, etc., et d'entamer avec eux une réflexion sur le dépassement vital du capitalisme. Après chaque intervention au sein d'établissements scolaires ou d'institutions de formation avec des jeunes, la question qu'ils me posent systématiquement, dé-*

*sœuvrés face à cette situation accablante, est la suivante: 'mais que faire?'. Je leur réponds avec Arendt qu' 'il n'est pas nécessaire d'être méchant pour faire le mal, il suffit de ne rien dire'. Alors commençons par en parler."*⁹

Pour que cette "proposition éducative" à l'adresse des jeunes, tant hypothétique que souhaitable, puisse être formulée conséquemment, encore faudra-t-il que nous autres adultes regardions en face les réalités gênantes qui constituent le phénomène numérique et résultent de lui – parmi lesquelles la servitude dans laquelle nous nous sommes nous-mêmes plongés à travers les écrans. Alors pourra peut-être s'ébaucher la tâche dont la perspective a motivé l'écriture de cet article: combattre la complaisance envers cet abîme numérique qui sous nos yeux et loin d'eux avale la jeunesse.

Lucas Magnat
membre FCE - France

4. "[...] chaque année, dans le monde, [sont vendus] (donc davantage produits) environ 250 millions d'ordinateurs, 150 millions de tablettes, 250 millions de téléviseurs et 2 milliards de téléphones mobiles", *ibid.*, p. 130. (chiffres tirés du site www.worldometers.info). S'ensuit une longue énumération d'appareils à écrans non comptabilisés dans cette liste, qui fait conclure à l'auteur: *"Bref, le capitalisme se définit par une immense accumulation d'écrans."*

5. Cette mutation économique – l'orientation en cours du marché vers les données numériques – repose sur *"l'évolution du capitalisme vers une économie de l'attention"* *ibid.*, p. 22. Dans un chapitre qui pointe la responsabilité des acteurs du numérique (dont certains pontes affichent parfois un cynisme ahurissant), il est aussi question de "repentis" de la Silicon Valley notamment, dont l'un d'entre eux témoigne: *"Nos yeux et notre attention sont marchandés sur ces plateformes. C'est comme si mon attention était constamment excitée par des algorithmes qui savent exactement ce que je veux et ce que je regarde. Plus ces entreprises peuvent nous prendre notre temps et nous garder sur leur plateforme, plus elles font de l'argent. Elles inventent donc des nouvelles stratégies pour extraire autant d'attention que possible: c'est le vrai prix de la gratuité sur Internet"* (p. 118). Si la candeur des enfants pouvait paraître attendrissante, d'autres auront compris la manne financière dont elle regorge, et identifié là leur plus beau gibier.

6. *Ibid.*, p. 142

7. Voir à ce propos le livre de Xu Lizhi, Jenny Chan, et Yang: *La machine est ton Seigneur et ton Maître*, Agone 2015

8. Günther Anders, *L'Obsolescence de l'Homme*, Tome 1, op. cit.. Cette citation et les suivantes sont tirées des chapitres *L'homme est plus petit que lui-même* et *La formation de l'imagination morale et la plasticité du sentiment*, p. 294-307

9. Fabien Lebrun, *On achève bien les enfants*, op. cit., p. 172-173

Education pour toutes et tous – maintenant!

Il est urgent de faciliter l'accès à l'éducation pour toutes et tous. Il s'agit d'une question d'égalité – c'est pour cela que nous nous battons.

En Suisse, il est possible de faire un apprentissage, d'y être doué·e, de s'y épanouir et de devoir, du jour au lendemain, l'interrompre. La deuxième chambre du parlement a refusé une motion qui proposait aux jeunes requérants·es déboutés·es d'au moins pouvoir terminer leur formation, si le refus d'asile intervient dans les six derniers mois de l'apprentissage. L'accès à la formation, quand bien même selon des conditions très strictes, a été refusé par une majorité de droite qui semble hors de toute réalité.

Dans beaucoup d'écoles en Suisse, les tests de niveaux des élèves primo-arrivant·es ne sont pas traduits dans la langue d'origine. Les compétences sont alors jugées à la baisse, puisqu'une non compréhension des consignes ne permet pas de réaliser correctement les exercices demandés.

En Suisse, les enfants de requérants·es d'asile vivant dans des centres de procédure ne sont pas toutes scolarisés·es dans les écoles des communes environnantes. L'accès à l'éducation se matérialise par trois jours d'école en moyenne par semaine, bien moins que pour les élèves suisses. Elèves suisses que les enfants de requérants·es ne peuvent fréquenter, puisque leur vie est censée se dérouler au centre, et pas ailleurs.

Ainsi, une série de lois, dispositions, ordonnances toutes plus absurdes et iniques les unes que les autres empêchent l'accès au droit fondamental qu'est l'éducation. Il en va de même pour les adultes. Il s'agit souvent de permettre aux étranger·es de s'intégrer le plus rapidement possible; c'est-à-dire accéder au marché du travail, et non de se former et de s'épanouir dans un domaine de leur choix, là où sont leurs compétences et leurs intérêts.

C'est contre ce triste constat que la campagne *Education pour toutes et tous maintenant!* entend lutter. Lancée en octobre 2020, la campagne s'articule autour d'une pétition, qui pose six revendications simples, mais pourtant encore non réalisées. La pétition format papier accompagne le présent numéro d'Archipel et peut aussi se signer en ligne sur <www.education-maintenant.ch/petition>.

Les revendications de la pétition seront déposées en septembre 2021 au Parlement fédéral. Parallèlement, un intense travail de lobbying est en cours. Sans surprises, c'est le camp bourgeois qui est le plus difficile à convaincre. Pour elleux, si les personnes n'ont pas vocation à rester en Suisse, il n'est pas nécessaire qu'elles puissent se former. Ce qui est important, c'est le marché du travail. Alors évidemment, de

Toutes les informations sur la campagne, nos actions et événements se trouvent sur le site internet de la campagne: <www.education-maintenant.ch>

Ensemble, nous pouvons mieux faire entendre nos revendications.

Vous pouvez très facilement partager la pétition en ligne et donner à d'autres personnes la possibilité de défendre une éducation pour toutes et tous : <www.education-maintenant.ch/petition>.

la main d'œuvre peu formée et bon marché, c'est une aubaine.

Pour celles et ceux qui se revendiquent si souvent du bon sens et de celui des réalités, c'est un bien mauvais calcul. La Suisse est un pays au taux de chômage relativement bas, il est de plus fortement structurel, c'est l'inadéquation entre les compétences et les postes de travail disponible qui fait souvent défaut. La Suisse a besoin de main d'œuvre qualifiée; l'accès à l'éducation pour tout le monde, pour qui laisse quelques instants ses préjugés de côté, est une solution plus que pragmatique. Nous savons aussi que les inégalités sociales ont un coût, économique, social et politique.

Que chacun·e puisse se former selon ses besoins et ses envies, le pays ne s'en portera que mieux!

Pandémie et restrictions sanitaires obligent, la récolte des signatures dans la rue s'est révélée difficile. C'est pourquoi nous vous invitons à suivre et faire parler de notre campagne sur les réseaux sociaux.

Vous trouverez sur notre site internet de quoi faire. Si vous partagez la conviction que l'éducation est un droit fondamental, nous serons ravis de vous compter parmi nos alliés!

Stephanie Nagy,

Sophie Guignard

Solidarité sans frontières

KIOSQUE

Nouvelles de Radio Zinzine

Début juillet, en coopération avec la librairie féministe *Agathe Armoise et Salamandre* et la librairie *La Carlène* à Forcalquier, Radio Zinzine a accueilli Gwenola Ricordeau pour parler de son dernier livre *Crimes & Peines. Penser l'abolitionnisme pénal* lors d'une conférence-débat puis d'une émission.

Française installée aux Etats-Unis depuis quelques années, Gwenola Ricordeau est professeure assistante en justice criminelle à la California State University, Chico. Ses travaux

portent sur les proches des personnes incarcérées, la sexualité et le genre en prison et les approches critiques du système pénal. Elle est notamment l'autrice de *Les détenus et leurs proches. Solidarités et sentiments à l'ombre des murs* (Autrement, 2008) et de *Pour elles toutes. Femmes contre la pri-*

son (Lux, 2019). Féministe et militante pour l'abolition du système pénal, elle écrit régulièrement sur les mouvements sociaux et les questions liées à la justice aux Etats-Unis et en France.

Au tournant des années 1970 et 1980 s'est formée la "première vague" de l'abolitionnisme pénal. Elle a profondément renouvelé le champ de la criminologie critique et les réflexions sur le crime, la peine et la prison. Les auteurs "classiques" de l'abolitionnisme sont encore peu connus en France.

A partir de textes majeurs de Nils Christie, Louk Hulsman et Ruth Morris inédits en français, Gwenola Ricordeau fait découvrir ce courant de pensée qui inspire aujourd'hui les mouvements pour l'abolition de la police et de la prison, et qui invite à repenser les conceptions de la peine et du statut de victime.

Pour écouter l'émission:
Rien à déclarer n°5 - Gwenola Ricordeau: Penser l'abolitionnisme pénal
<http://www.zinzine.domainepublic.net/?ref=6017>



Levalet, fresque murale, Paris